



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Procédure adaptée

articles L.2123-1 et R.2123-1 aux R.2123-8 du code de la commande publique

SOUS-PREFECTURE - AVRANCHES (50)

**Marché de MAÎTRISE d'ŒUVRE pour les travaux d'assainissement
et de confortement des espaces extérieurs et abords.**

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

MOIS M0 : SEPTEMBRE 2024

Partie ci-dessous réservée à l'administration

N° MARCHÉ

202_		EJ	
------	--	----	--

N°Chorus : Site 111803– Bâtiments 136646, 144935

Le présent A.E. comporte 16 pages dont celle-ci.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DU CO-CONTRACTANT	3
1. Candidature individuelle.....	3
2. Candidature groupée.....	5
ARTICLE 3 – DURÉE DE VALIDITÉ DE L'OFFRE	6
ARTICLE 4 – OBJET ET DÉCOMPOSITION	6
1. Objet du marché.....	6
2. Décomposition du marché.....	6
ARTICLE 5 – ENGAGEMENT DU CANDIDAT	6
1. Forfait provisoire de rémunération.....	6
a) <i>Mission Diagnostic - DIAG (avec scénarios)</i>	7
b) <i>Mission de base</i>	7
2. Forfait définitif de rémunération.....	7
3. Sous-traitance.....	7
ARTICLE 6 – DÉLAIS D'EXÉCUTION	8
ARTICLE 7 – RÈGLEMENT DES COMPTES ET AVANCES	8
1. Candidature individuelle.....	8
2. Candidature groupée.....	9
a) <i>Paie ment sur un seul compte</i>	9
b) <i>Paie ment sur plusieurs comptes</i>	10
ARTICLE 8 – SIGNATURES	16

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Dans le cadre de ce marché, l'acheteur en tant que pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du code de la commande publique :

M. le Préfet de la Manche (50)

Mandataires agissant au nom et pour le compte du maître d'ouvrage :

La direction de l'immobilier et Le Bureau Zonal des Achats et des Marchés Publics
du Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur (SGAMI) Ouest.

Le comptable assignataire des paiements :

M. le Directeur Régional des Finances Publiques de la Seine-Maritime (76)

ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DU CO-CONTRACTANT

Après avoir pris connaissance et accepté les pièces constitutives du marché indiquées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et conformément à leurs clauses et stipulations,

Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations visés aux articles R.2143-3 à R.2143-16 du code de la commande publique.

1. Candidature individuelle

Le signataire :

Nom : Prénom :

Qualité :

☐ **M'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte :**

Nom commercial et dénomination sociale :

.....

Adresse de l'établissement :

CP : Ville :

N° de téléphone fixe : N° téléphone portable :

Numéro SIRET de l'établissement :

Adresse du siège social (si différent de l'établissement).....

.....

Courriel * :

** Il est demandé au candidat de renseigner une adresse courriel valide qui permettra les échanges électroniques via PLACE liés à l'exécution administrative du marché pour toute sa durée (notification,*

paiement, facture, modification contractuelle, avenant...). Le candidat s'engage à ce que cette boîte aux lettres électronique soit lue et vidée régulièrement de sorte que le pouvoir adjudicateur ne puisse être tenu pour responsable des retards dans la prise de connaissance de l'information ou de la non réception des messages.

☐ **Engage, sur la base de son offre, la société :**

Nom commercial et dénomination sociale :

.....

Adresse de l'établissement :

CP : Ville :

N° de téléphone fixe : N° téléphone portable :

Numéro SIRET de l'établissement :

Adresse du siège social (si différent de l'établissement).....

.....

Courriel * :

** Il est demandé au candidat de renseigner une adresse courriel valide qui permettra les échanges électroniques via PLACE liés à l'exécution administrative du marché pour toute sa durée (notification, paiement, facture, modification contractuelle, avenant...). Le candidat s'engage à ce que cette boîte aux lettres électronique soit lue et vidée régulièrement de sorte que le pouvoir adjudicateur ne puisse être tenu pour responsable des retards dans la prise de connaissance de l'information ou de la non réception des messages.*

à se conformer aux clauses du cahier des charges et à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après.

2. Candidature groupée

Le signataire (mandataire) :

Nom : Prénom :

Qualité :

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

☐ non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale :

.....

Adresse de l'établissement :

CP : Ville :

N° de téléphone fixe : N° téléphone portable :

Numéro SIRET de l'établissement :

Adresse du siège social (si différent de l'établissement).....

.....

Courriel * :

** Il est demandé au candidat de renseigner une adresse courriel valide qui permettra les échanges électroniques via PLACE liés à l'exécution administrative du marché pour toute sa durée (notification, paiement, facture, modification contractuelle, avenant...). Le candidat s'engage à ce que cette boîte aux lettres électronique soit lue et vidée régulièrement de sorte que le pouvoir adjudicateur ne puisse être tenu pour responsable des retards dans la prise de connaissance de l'information ou de la non réception des messages.*

Désignation et répartition de chaque membre du groupement – Annexe n°1 à compléter.

☐ Co-traitant n°1 :

☐ Co-traitant n°2 :

☐ Co-traitant n°3 :

☐ Co-traitant n°4 :

☐ Co-traitant n°5 :

☐ Co-traitant n°6 :

s'engage, au nom des membres du groupement, sur la base de l'offre du groupement, à se conformer aux clauses du cahier des charges et à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après.

ARTICLE 3 – DURÉE DE VALIDITÉ DE L'OFFRE

L'offre ainsi présentée ne me (ne nous) lie toutefois que si son acceptation m'est (nous est) notifiée dans un délai de **180 (cent quatre-vingts) jours** à compter de la date limite de remise des offres fixée par le Règlement de la Consultation.

ARTICLE 4 – OBJET ET DÉCOMPOSITION

1. Objet du marché

La présente consultation concerne une mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'assainissement et de confortement des espaces extérieurs et abords de la sous-Préfecture d'Avranches (50) et des bâtiments de la Justice mitoyens.

2. Décomposition du marché

Les éléments de mission sont détaillés dans le CCAP.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENT DU CANDIDAT

L'offre est réputée établie sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo fixé en première page du présent acte d'engagement. Elle résulte de l'appréciation de la complexité de l'opération et comprend les éléments de mission de maîtrise d'œuvre définis au CCAP.

Estimation prévisionnelle des travaux Co : **800 000,00 € HT**

Les modalités de révision ou d'actualisation des prix sont fixées au CCAP du présent marché et la décomposition du prix, de la répartition et du temps d'intervention, par élément de mission, figurent en annexe du présent acte d'engagement.

Les prestations définies au C.C.A.P. comportent une seule tranche et seront rémunérées par application des forfaits suivants :

1. Forfait provisoire de rémunération

Compte tenu des éléments spécifiques de la présente opération, et notamment de l'estimation prévisionnelle des travaux, le taux de rémunération est ainsi défini :

Taux de base (a) : %

Coefficient de complexité retenu (b) :

Taux de rémunération t = (a x b) : %

a) Mission Diagnostic - DIAG (avec scénarios)

Forfait provisoire HT de rémunération Co x t

Taux de la TVA

20%

Forfait TVA incluse

(somme TTC en toutes lettres) (.....
.....)

b) Mission de base

Forfait provisoire HT de rémunération Co x t

Taux de la TVA

20%

Forfait TVA incluse

(somme TTC en toutes lettres) (.....
.....)

2. Forfait définitif de rémunération

Le forfait définitif est arrêté dès que le coût prévisionnel des travaux est établi.

Le forfait de rémunération est rendu définitif selon les dispositions de l'article 11.3 du CCAP.

3. Sous-traitance

Le montant total des prestations que j'envisage / nous envisageons de sous-traiter conformément à / aux
déclaration(s) de sous-traitance fournie(s) (DC4) est de :

Montant H.T.

Taux de la TVA

20%

Montant TVA incluse

(somme TTC en toutes lettres) (.....
.....)

Déclaration de sous-traitance (DC4) à télécharger ici : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

ARTICLE 6 – DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution des documents d'étude et du dossier des ouvrages exécutés sont prévus à l'article 8 du CCAP.

ARTICLE 7 – RÈGLEMENT DES COMPTES ET AVANCES

Les modalités du règlement des comptes du présent marché sont spécifiées au cahier des clauses administratives particulières.

Cas des sommes dues aux sous-traitants en application des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique : le pouvoir adjudicateur se libérera de ces sommes en faisant porter les montants directement au crédit des comptes désignés dans les DC4, les modifications contractuelles ou les actes spéciaux.

1. Candidature individuelle

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant au crédit du compte suivant :

Compte ouvert au nom de					
Domiciliation Nom et adresse de l'établissement					
N° de compte					
Code banque		Code guichet		Clé RIB	
IBAN					
BIC					

Le signataire souhaite bénéficier de l'avance prévue dans le CCAP du présent marché :

☐ OUI

☐ NON

NB : si aucune case n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que le titulaire renonce au bénéfice de l'avance.

Le signataire est un artisan ou une PME * :

☐ OUI

☐ NON

* *Au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites, et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la Loi n°96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.*

2. Candidature groupée

a) Paiement sur un seul compte

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant au crédit du compte suivant.

Ces paiements seront libératoires vis-à-vis du groupement.

Compte ouvert au nom de					
Domiciliation Nom et adresse de l'établissement					
N° de compte					
Code banque		Code guichet		Clé RIB	
IBAN					
BIC					

Le mandataire souhaite bénéficier de l'avance prévue dans le CCAP du présent marché :

☐ OUI

☐ NON

NB : si aucune case n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que le titulaire renonce au bénéfice de l'avance.

Le mandataire est un artisan ou une PME * :

☐ OUI

☐ NON

** Au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites, et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la Loi n°96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.*

b) Paiement sur plusieurs comptes

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant au crédit des comptes suivants selon les répartitions jointes en annexe :

- Co-traitant n°1

Compte ouvert au nom de					
Domiciliation Nom et adresse de l'établissement					
N° de compte					
Code banque		Code guichet		Clé RIB	
IBAN					
BIC					

Le co-traitant souhaite bénéficier de l'avance prévue dans le CCAP du présent marché :

☐ OUI

☐ NON

NB : si aucune case n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que le co-traitant renonce au bénéfice de l'avance.

Le co-traitant est un artisan ou une PME * :

☐ OUI

☐ NON

** Au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites, et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la Loi n°96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.*

- Co-traitant n°2

Compte ouvert au nom de					
Domiciliation Nom et adresse de l'établissement					
N° de compte					
Code banque		Code guichet		Clé RIB	
IBAN					
BIC					

Le co-traitant souhaite bénéficier de l'avance prévue dans le CCAP du présent marché :

☐ OUI

☐ NON

NB : si aucune case n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que le co-traitant renonce au bénéfice de l'avance.

Le co-traitant est un artisan ou une PME * :

☐ OUI

☐ NON

** Au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites, et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la Loi n°96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.*

- Co-traitant n°3

Compte ouvert au nom de					
Domiciliation Nom et adresse de l'établissement					
N° de compte					
Code banque		Code guichet		Clé RIB	
IBAN					
BIC					

Le co-traitant souhaite bénéficier de l'avance prévue dans le CCAP du présent marché :

☐ OUI

☐ NON

NB : si aucune case n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que le co-traitant renonce au bénéfice de l'avance.

Le co-traitant est un artisan ou une PME * :

☐ OUI

☐ NON

** Au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites, et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la Loi n°96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.*

- Co-traitant n°4

Compte ouvert au nom de					
Domiciliation Nom et adresse de l'établissement					
N° de compte					
Code banque		Code guichet		Clé RIB	
IBAN					
BIC					

Le co-traitant souhaite bénéficier de l'avance prévue dans le CCAP du présent marché :

☐ OUI

☐ NON

NB : si aucune case n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que le co-traitant renonce au bénéfice de l'avance.

Le co-traitant est un artisan ou une PME * :

☐ OUI

☐ NON

** Au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites, et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la Loi n°96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.*

- Co-traitant n°5

Compte ouvert au nom de					
Domiciliation Nom et adresse de l'établissement					
N° de compte					
Code banque		Code guichet		Clé RIB	
IBAN					
BIC					

Le co-traitant souhaite bénéficier de l'avance prévue dans le CCAP du présent marché :

☐ OUI

☐ NON

NB : si aucune case n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que le co-traitant renonce au bénéfice de l'avance.

Le co-traitant est un artisan ou une PME * :

☐ OUI

☐ NON

** Au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites, et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la Loi n°96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.*

- Co-traitant n°6

Compte ouvert au nom de					
Domiciliation Nom et adresse de l'établissement					
N° de compte					
Code banque		Code guichet		Clé RIB	
IBAN					
BIC					

Le co-traitant souhaite bénéficier de l'avance prévue dans le CCAP du présent marché :

☐ **OUI**

☐ **NON**

NB : si aucune case n'est cochée ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que le co-traitant renonce au bénéfice de l'avance.

Le co-traitant est un artisan ou une PME * :

☐ **OUI**

☐ **NON**

** Au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission Européenne du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites, et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la Loi n°96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat.*

ARTICLE 8 – SIGNATURES

Fait en un seul original

A Le

Signature(s) du ou des prestataire(s)

Partie réservée au pouvoir adjudicateur

Visa (en cas de contrôle a priori) à le

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

Le présent marché se trouve ainsi conclu pour le montant figurant ci-dessous.

Prix global et forfaitaire H.T. :€

Taux TVA : % Montant : :€

Montant T.T.C. :€

Montant T.T.C. (en lettres) :

.....

Correspondant à

.....

à Rennes, le

Le pouvoir adjudicateur